



Tunisie le pouvoir au peuple

Il aura fallu 29 jours de mobilisation pour que le président Ben Ali prenne la fuite. C'est une révolte contre le chômage et la précarité mais aussi contre les humiliations quotidiennes, contre la dictature, la corruption organisée par le pouvoir et le népotisme. Deux exigences majeures se sont exprimées: le travail et les libertés.

La preuve est faite que la mobilisation populaire peut renverser un dictateur, même lorsqu'il est soutenu à bout de bras par les puissances impérialistes du monde entier, à commencer par le gouvernement français.

Le dictateur est tombé, mais pas la dictature

Mais cette marche vers l'émancipation ne fait que commencer. Le RCD et tout l'appareil d'État sont encore en place, intacts. Même si quelques strapontins ont été offerts aux Kouchner et Besson locaux, la poursuite de la mobilisation a contraint la plupart d'entre eux à démissionner: mardi 18 janvier, un seul se cramponnait encore à son siège. Le nouveau gouvernement est totalement aux mains des responsables de l'ancien régime.

Après un reflux provoqué à la fois par le sentiment de succès, le positionnement de l'opposition légale qui va à la soupe, mais également le chaos organisé par le régime (sur le plan sécuritaire, les pénuries alimentaires...), les premières réactions s'organisent: les Tunisiens ne veulent pas se faire voler cette première victoire.

En Tunisie, la mobilisation continue

Des slogans des manifestations ressortent un certain nombre d'exigences:

- libérer toutes les victimes de la répression politique et sociale et les réintégrer dans leur emploi;
- arrêter et traduire en justice les tortionnaires et les responsables de la corruption;
- dissoudre tous les organes constitutifs de cet État policier et démanteler le RCD;
- restituer les biens accaparés par la mafia de l'ancien régime;
- élire une Assemblée constituante qui réécrira la Constitution;
- engager des changements économiques radicaux pour sortir la Tunisie du chômage de masse et d'une situation de dépendance totale vis-à-vis de ses partenaires européens.

Solidarité avec la lutte du peuple tunisien!

Aujourd'hui, le NPA est pleinement solidaire de la lutte du peuple tunisien.

Nous exigeons:

- le gel dans le monde et la restitution au peuple tunisien de tous les avoirs des dirigeants et patrons tunisiens liés au régime Ben Ali;
- la dénonciation des accords qui soumettent l'économie tunisienne aux intérêts des bourgeoisies européennes et en particulier française.

Le gouvernement français et Sarkozy ont soutenu jusqu'au bout le dictateur Ben Ali; leur silence assourdissant devant la répression qui s'abattait sur le peuple tunisien, n'a été rompu que par les propos honteux de Michèle Alliot-Marie qui a proposé l'aide de la France en matière de «sécurité»! Le NPA exige sa démission.

Face à la crise mondiale du capitalisme, les travailleurs et la population de Tunisie nous montrent la seule issue possible: la lutte la plus résolue. S'organiser et lutter ici pour une alternative à l'ordre mondial capitaliste et l'impérialisme qu'il porte en lui, c'est aussi un soutien à tous les peuples opprimés, tout comme leurs luttes sont un soutien et un véritable encouragement pour nous.

Réunion débat

Solidarité avec le peuple tunisien

avec **Wassim Azreg**, membre de la commission Maghreb du NPA

Lundi 31 janvier à 20 heures

Salle du Château - 6, rue de Montebello (à côté du marché)